

"Une Europe unie" dans Luxemburger Wort (13 février 1948)

Légende: Le 13 février 1948, le quotidien Luxemburger Wort rend compte des efforts poursuivis par les mouvements fédéralistes en faveur de l'unité européenne et pointe ses principaux enjeux.

Source: Luxemburger Wort. Für Wahrheit und Recht. 13.02.1948, n° 44; 101e année. Luxembourg: Imprimerie Saint-Paul. "Geeintes Europa", p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/une_europe_unie_dans_luxemburger_wort_13_fevrier_1948-fr-73a5acf4-eb4e-4054-a0c2-93d5f83ae16e.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Une Europe unie

L'idée d'une fédération d'États européens ne date pas d'hier. Cela fait près d'un siècle pour ainsi dire qu'on y travaille. Mais, à chaque fois que quelqu'un s'efforçait de promouvoir sa réalisation effective, tout ce qui paraissait encore concevable et réalisable était réduit à néant. Briand, par exemple, en a fait l'expérience à son grand regret à l'époque à Genève. Néanmoins, le fait qu'encore et toujours cette idée renaisse de ses cendres et qu'elle suscite l'intérêt des hommes politiques les plus sérieux devrait à lui seul suffire pour attester son actualité et son importance.

De nos jours, cette idée connaît un nouvel élan à cause des difficultés actuelles et sa réalisation pourrait être beaucoup plus imminente qu'on se l'imagine. Churchill, Bevin, van Zeeland et certains autres qui ont leur mot à dire dans le domaine politique et économique mondial, voient dans le rapprochement des États européens le seul salut pour notre continent. Ainsi, par exemple, Thomas Dewey, gouverneur de l'État de New York et ancien adversaire de Roosevelt aux élections présidentielles, a déclaré hier soir à l'occasion de la journée en souvenir d'Abraham Lincoln à Boston, que pour soutenir l'Europe il fallait prendre une autre voie, et que le premier pas dans ce sens devait être la relance de la capacité de production européenne. Mais l'Europe doit surtout former une union, car aussi longtemps que le vieux continent demeure éclaté en plus de 20 États isolés, il est toujours enclin à éveiller de nouveau la convoitise d'un agresseur. Or, si l'Europe libre était regroupée dans une fédération, elle pourrait devenir un bastion de la paix. Dewey ajouta que les 16 pays participant au Plan Marshall, par exemple, regroupaient avec l'Allemagne de l'Ouest environ le double de la population des États-Unis d'Amérique et qu'à côté de leur importance pour la culture occidentale, ils disposaient aussi d'importantes réserves matérielles.

Reste seulement à savoir si les pays européens vont enfin parvenir, grâce à une collaboration volontaire, à employer ces réserves à leur propre profit et dans l'intérêt de la paix. On se rappelle de la conférence début janvier ici au Luxembourg où des représentants de l'union fédéraliste, qui a son siège à Genève, parlaient avec conviction de la nécessité d'une unification de l'Europe. C'est justement cette Union européenne des fédéralistes qui a voulu faire le premier pas vers la réalisation de leur idée en convoquant pour la première fois dans l'histoire une Assemblée européenne, qui devrait siéger du 7 au 10 mai à La Haye. Mais hier, cette «Assemblée européenne» a dû essuyer son premier refus, notamment de la part du parti travailliste britannique, qui, pour reprendre les mots du ministre Shinwell répondant à une interpellation de Churchill à ce sujet, estimait que: «Le comité directeur du parti a la sensation que la question de l'unification européenne a beaucoup trop d'importance, pour qu'on puisse la confier à une conférence non-représentative. La composition de ce congrès comme elle a été prévue nous paraît assez contestable, d'autant plus que le nombre des particuliers désignés à l'aide d'une méthode obscure pour participer à l'événement enlève au congrès tout caractère vraiment représentatif.»

Si le parti travailliste d'un côté n'a pas tout à fait tort d'émettre des doutes, d'un autre côté l'activité de l'Union européenne des fédéralistes n'est pas nécessairement freinée pour autant. Elle se retrouve tout au plus reléguée à nouveau dans son domaine initial et qui est à vrai dire le seul qui est légitime. Et si l'union fédéraliste est parvenue à faire accepter à la société cette idée de la nécessité d'une Europe unifiée, alors les personnalités politiques publiques n'auront pas de grandes difficultés à la concrétiser.